



RÉSEAU jeunes



Vol 6 | No 1 | Novembre 2014
fiqsante.qc.ca

BULLETIN DU RÉSEAU DES JEUNES DE LA FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC



OS-TERRE-RIZ-THÉ [AUSTÉRITÉ] = RÉGIME MINCEUR?

En novembre dernier avait lieu le 10^e Réseau des jeunes de la FIQ, le rendez-vous tant attendu des professionnelles en soins de 30 ans et moins. Comme les autres éditions, cette rencontre a été l'occasion de réfléchir et d'échanger sur un sujet d'actualité. Cette fois-ci, l'austérité était au cœur des discussions.

Qu'est-ce que ça mange en hiver l'austérité? Est-ce que ça peut avoir des impacts sur les femmes, les professionnelles en soins? Qui a véritablement intérêt à *austériser* la population? Est-ce qu'on fait ça pour l'avenir des enfants ou pour celui des banquiers? C'est à toutes ces questions que, pendant deux jours, les participantes du Réseau des jeunes ont tenté de répondre.

Premier Réseau depuis les élections du printemps dernier, l'équipe renouvelée du comité Jeunes est un savant mélange d'expérience, de jeunesse et de vivacité. Je suis hautement impressionnée par le dynamisme et l'engagement de ces jeunes militantes qui représentent le futur de la Fédération. Elles peuvent être fières de leur premier Réseau!

Marie-Claude Ouellet, responsable politique du comité Jeunes

Une génération
en santé...



Bulletin du Réseau des jeunes de la FIQ, vol. 6, n° 1, novembre 2014 | **Responsabilité politique** : Marie-Claude Ouellet | **Rédaction** : Suzanne Prévost et Marc Thibault-Bellerose, conseillères syndicales, secteur Sociopolitique | **Rédaction, révision et coordination de la production** : Marie Eve Lepage, conseillère syndicale, service Communication-Information | **Secrétariat** : Luce Dessureault | **Conception et montage graphique** : Josée Roy | ISSN 1920-6062 (En ligne) | fiqsante.qc.ca | info@fiqsante.qc.ca



Philippe Hurteau, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS)

FISCALITÉ ET AUSTÉRITÉ : MYTHES ET ALTERNATIVES

Les jeunes participantes du Réseau ont eu la chance d'assister à une conférence de Philippe Hurteau intitulée « Fiscalité et austérité : mythes et alternatives ». Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) et doctorant en science politique, monsieur Hurteau a réussi à démystifier, de façon éloquente et imagée, ce que sous-tend le discours de l'austérité qu'on nous présente souvent comme une fatalité.

À travers sa présentation, la jeune assistante a pu mieux comprendre que la précarité actuelle des finances publiques n'est pas due à des dépenses « d'épicerie » au-dessus des moyens du Québec ou faites à crédit. Cette précarité a plutôt comme source le sauvetage multimilliardaire du secteur financier, en crise à la fin de la dernière décennie.

Par ailleurs, le déficit au nom duquel le gouvernement s'arroge le droit de passer la tronçonneuse partout est, au moins en partie, une création de son esprit, puisqu'il est fondé sur des hypothèses qui ne représentent pas les dépenses réelles de l'État québécois. Or, à partir de ce moment, il convient de se demander pourquoi le *gouvernement*? Quel intérêt a-t-il à nous présenter des chiffres qui ne tiennent pas la route et à nous offrir une vision tronquée de la réalité?

À ce titre, Philippe Hurteau est limpide : c'est parce que le gouvernement Couillard cherche à justifier le déman-

tèlement des outils de solidarité sociale et de partage de la richesse au profit d'une classe privilégiée qui se trouve à être très bien représentée au Conseil des ministres. En effet, études socio-démographiques à l'appui, le chercheur de l'IRIS a indiqué que le 1% le plus riche du Québec est essentiellement composé d'hommes, résidant à l'ouest de la rue St-Laurent à Montréal, et ayant comme profil d'emploi celui de gestionnaire d'entreprise, de banquier ou... de médecin spécialiste!

Enfin, monsieur Hurteau a terminé son intervention fort appréciée en démontrant que même si on accepte la légitimité de l'idée que les finances publiques soient dans un état précaire, il existe une panoplie de mesures alternatives pour renflouer les coffres de l'État et mieux dépenser, sans toutefois affecter le tissu social et le modèle de société basé sur la solidarité et le partage. Voilà qui mettait bien la table pour la suite du Réseau.

ET SI ON BRISAIT LA GLACE

Quel est mon nom? Dans quel établissement est-ce que je travaille? Est-ce ma première participation au Réseau des jeunes? Quelles sont mes attentes par rapport à ce Réseau?

Voilà les questions auxquelles devaient tout d'abord répondre les participantes du Réseau des jeunes, debout devant le groupe, micro à la main. Une belle façon de briser la glace, non?



1. Cassandra Massé, Centre universitaire de santé McGill 2. Lysandre Hélène Désilets, CSSS Bécancour-Nicolet-Yamaska 3. Marianne Rose De Leon, Corporation du Centre hospitalier gériatrique Maimonides 4. Michael Potvin, CSSS de Papineau 5. Marie-Michelle Gouveia, CSSS du Suroît 6. Mélanie Roy-Beaulieu, Centre d'accueil Saint-Joseph de Lévis inc.



UN RALLYE, DES RÔLES JOUÉS À MERVEILLE

Comme expérimenté par le passé, les jeunes présentes à cette 10^e édition du Réseau ont participé à un rallye extérieur. En équipe de 4 ou 5 personnes, elles devaient alors répondre à une série de questions. Seule distinction : elles devaient, cette fois-ci, aborder les questions en tant que mère monoparentale, étudiante, petite entreprise, centre de la petite enfance, personne âgée, grande entreprise, banque, gouvernement provincial, entreprise privée de placement en soins ou famille de deux enfants de la classe moyenne. Un jeu de rôles qui a su réveiller cette belle jeunesse en ce 2^e matin du Réseau.



Kim de Baene, responsable des communications et des liaisons avec les membres à la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

10 MILLIARDS DE SOLUTIONS

Pour susciter la réflexion chez les participantes du Réseau, quant aux solutions pouvant contrer les mesures d'austérité préconisées par le gouvernement, le comité Jeunes a invité Kim de Baene de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition main rouge). Madame de Baene a ainsi présenté quelques-unes des solutions élaborées et mises de l'avant par la Coalition.

D'entrée de jeu, elle a dressé un bref historique de la Coalition et des différentes actions menées depuis sa création en 2009. À noter que la FIQ en est membre depuis ce moment. Par la suite, madame de Baene a présenté les objectifs de la campagne « 10 milliards de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement! ». Cette campagne a pour objectif de mettre en perspective les différentes options qui sont à la portée du gouvernement pour augmenter les revenus de l'État. Elles pourraient notamment éviter les compressions au sein des services publics et des programmes sociaux.

Quatre des 18 solutions décrites dans le cadre de la campagne ont été présentées aux participantes :

1. L'ajout de six paliers d'imposition aux quatre déjà existants permettrait de récolter un milliard de dollars en revenus supplémentaires, tout en permettant de diminuer les impôts de 87 % des contribuables québécois.
2. La création d'un régime entièrement public d'assurance médicaments et de mesures visant à endiguer le coût des médicaments pourrait générer

des économies d'environ un milliard de dollars pour l'État.

3. Le rétablissement de la taxe sur le capital des banques et autres entreprises financières permettrait d'aller chercher environ 600 millions de dollars et obligerait ces entreprises et banques à payer de l'impôt.
4. La diminution des subventions et l'augmentation du taux d'imposition des compagnies (ces dernières paient environ 3,9 % d'impôt par opposition à 20,9 % pour les particuliers) regarniraient les coffres de l'État d'environ 1,72 milliard de dollars.

La brochure de la campagne, contenant les 18 solutions préconisées par la Coalition, a été remise à chacune des participantes. Madame de Baene a terminé son allocution, très appréciée par les participantes, en mettant l'emphase sur l'importance de se mobiliser pour faire valoir des solutions auprès de ceux qui gouvernent. Elle a également rappelé que l'austérité n'est pas une fatalité et que l'État a « 10 milliards de solutions » à sa disposition.

Une
génération
en santé...



Diane Bouchard, conseillère syndicale au secteur Sécurité sociale de la FIQ

VOUS AVEZ DIT RREGOP ?

Au cours de la première journée du Réseau des jeunes, les participantes ont accueilli Diane Bouchard, conseillère syndicale au secteur Sécurité sociale de la FIQ. Madame Bouchard a été invitée à les entretenir du RREGOP, le régime de retraite des professionnelles en soins, dans la foulée des récentes offensives du gouvernement contre ce type de régimes de retraite. Sa présentation avait notamment pour objectif d'expliquer leur importance pour l'avenir.

Dans un premier temps, madame Bouchard a fait l'historique du RREGOP et expliqué ses principales modalités. Par exemple, pour chaque année de participation à temps complet, la professionnelle en soins accumule 2 %, pour un maximum de 76 %, de son salaire de la moyenne des cinq années les mieux rémunérées, si elle cotise pendant 38 ans.

Par la suite, madame Bouchard a abordé la question du financement du régime. Depuis sa création, les employé-e-s et les employeurs y cotisent à parts égales. Les parties se répartissent également les déficits temporaires pouvant survenir au cours d'une période. L'ensemble des modalités est négocié, de bonne foi, par ces deux joueurs. Le RREGOP est suffisamment capitalisé pour faire face à ses obligations annuelles de verser les

rentes aux retraité-e-s. Chaque année, de nombreux actuaires établissent des prévisions afin de s'assurer que le capital soit suffisant.

Madame Bouchard a rappelé l'importance de maintenir un régime à prestations déterminées, car ce type de régimes est parmi les seuls à garantir un minimum décent de revenus pour les retraité-e-s actuel-le-s et, surtout, à venir. Ils ont l'avantage d'obliger les employeurs à contribuer, à raison d'un certain pourcentage, aux futures prestations de retraite de leurs salarié-e-s et ils garantissent un revenu, peu importe les fluctuations des marchés financiers. Conséquemment, le RREGOP doit être maintenu et défendu par toutes les professionnelles en soins, quel que soit leur âge, afin qu'elles puissent en profiter dès maintenant ou dans 25 ans.



Marc Thibault-Bellerose, conseiller syndical au secteur Sociopolitique de la FIQ

MÉDIAS : LA NÉCESSITÉ DE TOUJOURS AVOIR SON ŒIL CRITIQUE AVEC SOI

Dans le cadre du Réseau, les jeunes participantes ont eu droit à un extrait de la formation sociopolitique, offerte aux élues de la Fédération depuis un an. À cet égard, Marc Thibault-Bellerose, conseiller syndical au secteur Sociopolitique de la FIQ, a insisté sur la nécessité de toujours avoir son œil critique avec soi lorsqu'on est exposé-e aux médias de masse. En effet, les phénomènes de la concentration et de la convergence des médias, combinés à la précarité croissante des médias financés publiquement, font en sorte que l'information, cette denrée essentielle à la participation citoyenne, est désormais à la solde d'intérêts privés.

Ainsi, la nécessité de réaliser des profits, de façonner l'opinion publique en fonction des intérêts des propriétaires des médias et, enfin, de plaire aux publicitaires qui cherchent du « temps de cerveau disponible » engendre une situation paradoxale. En effet, bien que la population soit plus que jamais exposée à des sources d'information, elle est de moins en moins informée.

Après que monsieur Thibault-Bellerose ait illustré quelques stratégies de manipulation de masse communément utilisées dans les médias, les jeunes participantes ont réalisé un exercice pratique où elles devaient analyser en équipe des articles de journaux comportant des biais davantage destinés à la manipulation qu'au souci d'information.

LA FIQ, UNE VOIX QUI PORTE, DES GESTES QUI COMPTENT



Gabriel Nadeau-Dubois

MOBILISATION, OU L'ART DE BIEN LIER LES INGRÉDIENTS

L'un des moments forts du Réseau a sans contredit été la présentation de l'une des figures les plus visibles et les plus articulées du mouvement étudiant du printemps érable, Gabriel Nadeau-Dubois. Modèle d'engagement, de militantisme et d'implication contre une austérité qui s'est attaquée aux étudiant-e-s comme aux professionnelles en soins, le jeune chroniqueur, essayiste et étudiant en sociologie a réussi à inspirer son auditoire.

Le message livré par monsieur Nadeau-Dubois visait à transmettre trois leçons du mouvement social et étudiant de 2012, leçons que le mouvement syndical peut et doit s'approprier pour avoir du succès dans ses luttes à venir. Dans un premier temps, le jeune orateur a démontré que les mobilisations monstres de 2012 n'étaient pas spontanées. Elles n'étaient pas la conséquence d'une prise de conscience soudaine, mais plutôt le fruit d'un très long travail de sensibilisation effectué au cours des deux années suivant le budget Bachand de 2010. Classe par classe, étudiant par étudiant, les associations représentant leurs intérêts ont sensibilisé les membres aux dangers des mesures libérales, mais surtout, à la nécessité de se mobiliser pour y faire face.

En deuxième lieu, monsieur Nadeau-Dubois a insisté sur le fait que le succès du mouvement étudiant ne reposait pas sur la qualité ou le leadership des porte-paroles étudiant-e-s, mais plutôt sur la force collective qui donnait du poids et de la légitimité aux jeunes leaders. En ce sens, la force d'un mouvement

provient toujours, selon l'ex-porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), de la mobilisation et de l'adhésion de la base qui donne de la force à la tête du mouvement, et non pas le contraire.

Enfin, monsieur Nadeau-Dubois a mis en garde les participantes contre la pensée magique envers les réseaux sociaux. Pour lui, si les réseaux sociaux constituent un outil formidable de mobilisation et de partage d'information, ils ne doivent jamais être considérés comme le point de départ d'une prise de conscience et d'une mobilisation subséquente. Ainsi, les réseaux sociaux ne peuvent en aucun cas remplacer la parole et le contact humain comme moyen visant à convaincre de la nécessité de se mobiliser pour changer les choses. Les Facebook et Twitter de ce monde sont des outils qui peuvent servir à alimenter la mobilisation de quelqu'un qui aura été sensibilisé et convaincu *a priori*.

En somme, Gabriel Nadeau-Dubois a livré un message inspirant et rempli d'espoir.

Generation



Un 5 à 7 très démocratique

À la suite de son congrès de 2014, la Fédération a mis sur pied l'ENPAIR : l'Équipe des nouvelles pratiques et des approches d'innovation et de représentation. Quelques-unes de ses membres étaient présentes au 5 à 7 du Réseau des jeunes afin d'obtenir les réponses des participantes à la question suivante : considérant le faible taux de participation aux assemblées générales, est-ce qu'elles sont le seul moyen d'exercer la démocratie syndicale ?

L'ENPAIR a fortement apprécié l'apport des jeunes participantes du Réseau et ces dernières ont pris beaucoup de plaisir à cette activité. La variété des réponses obtenues a su enrichir la réflexion de l'Équipe et celles-ci trouveront assurément écho dans les actions futures de la Fédération. Le résultat des consultations tenues sur le sujet sera d'ailleurs présenté lors d'une instance ultérieure de la FIQ.

Au micro : Julie Rioux et Antoine Bégin-Couture, conseillères syndicales à l'Équipe des nouvelles pratiques et des approches d'innovation et de représentation de la FIQ